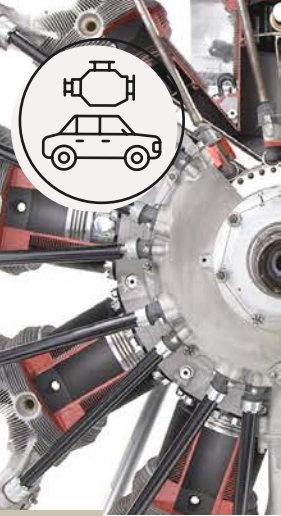


VÉHICULES À MOTEUR, PIÈCES DE RECHANGE, MOYENS DE TRANSPORT, Y C. ENTRETIEN ET RÉPARATION









Véhicules à moteur, remorques, groupes électrogènes, navires, bateaux, locomotives et voitures, tramway, systèmes aéronautiques, batteries et piles, hors achat de vignettes.

Dans cette catégorie, la chaîne de production est prise en considération dans sa globalité. Comme l'achat de biens appartenant à cette catégorie de produits a un fort impact écologique, l'illustration ci-dessous indique quels sont les risques écologiques et sociaux et les pistes d'action pour chaque phase du cycle de vie. Les effets des véhicules à moteur et des moyens de transport sur l'environnement sont essentiellement dus à la combustion de carburants et de combustibles qu'implique leur utilisation. Les risques liés au non-respect de critères sociaux tels que la sécurité des travailleurs ou la liberté syndicale concernent principalement les phases d'extraction des matières premières et de transformation.




Pour des achats plus responsables, on peut notamment privilégier les véhicules présentant une grande efficacité énergétique, adaptés à l'utilisation prévue, et aussi légers que possible. La mesure sociale la plus importante consiste à vérifier que les conventions fondamentales de l'OIT sont bien respectées.

CRITÈRES




CRITÈRES ENVIRONNEMENTAUX

-  **Climat**
Le critère «Climat» intègre les causes du changement climatique et, partant, les volumes de gaz à effet de serre générés par des processus ou activités tels que la consommation d'énergies fossiles ou le déboisement.
-  **Sol**
Le critère «Sol» intègre tous les processus qui détériorent le sol, tels que l'érosion, la salinisation et le compactage de même que la pollution par les pesticides et les métaux lourds. Il intègre aussi l'utilisation du sol.
-  **Air**
Le critère «Air» intègre les émissions de polluants atmosphériques qui nuisent à la santé de l'être humain, de la faune et de la flore, ou qui détériorent des écosystèmes ou des bâtiments.
-  **Biodiversité**
Le critère «Biodiversité» observe la perte de biodiversité. Il intègre les changements d'affectation du sol, qui impliquent généralement la destruction d'habitats, et d'autres pratiques délétères telles que les monocultures ou l'utilisation de pesticides.
-  **Eau**
Le critère «eau» examine d'une part la consommation d'eau, de l'autre les polluants susceptibles de contaminer les eaux, c'est-à-dire non seulement les substances toxiques, mais aussi les facteurs d'acidification ou d'eutrophication des cours d'eau.
-  **Ressources abiotiques**
Le critère «Ressources» se réfère à l'exploitation de ressources abiotiques non renouvelables telles que les minéraux ou certaines sources d'énergie.

CRITÈRES RELEVANT DU CYCLE DE VIE

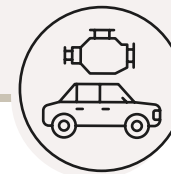
-  **Longévité**
La longévité caractérise la durée d'utilisation d'une marchandise.
-  **Réparabilité**
La réparabilité désigne la possibilité de réparer un produit afin de prolonger sa durée de vie. Elle dépend essentiellement de la construction du produit, de son écoconception et de la disponibilité des pièces de rechange. La réparabilité est facilitée lorsque le fabricant propose un service de réparation ou des instructions à cet effet.
-  **Recyclabilité**
La recyclabilité désigne la possibilité de réutiliser un produit et / ou des éléments de celui-ci, soit par transmission directe à un «nouvel» utilisateur, soit à l'issue d'un processus de revalorisation.

COÛT DU CYCLE DE VIE

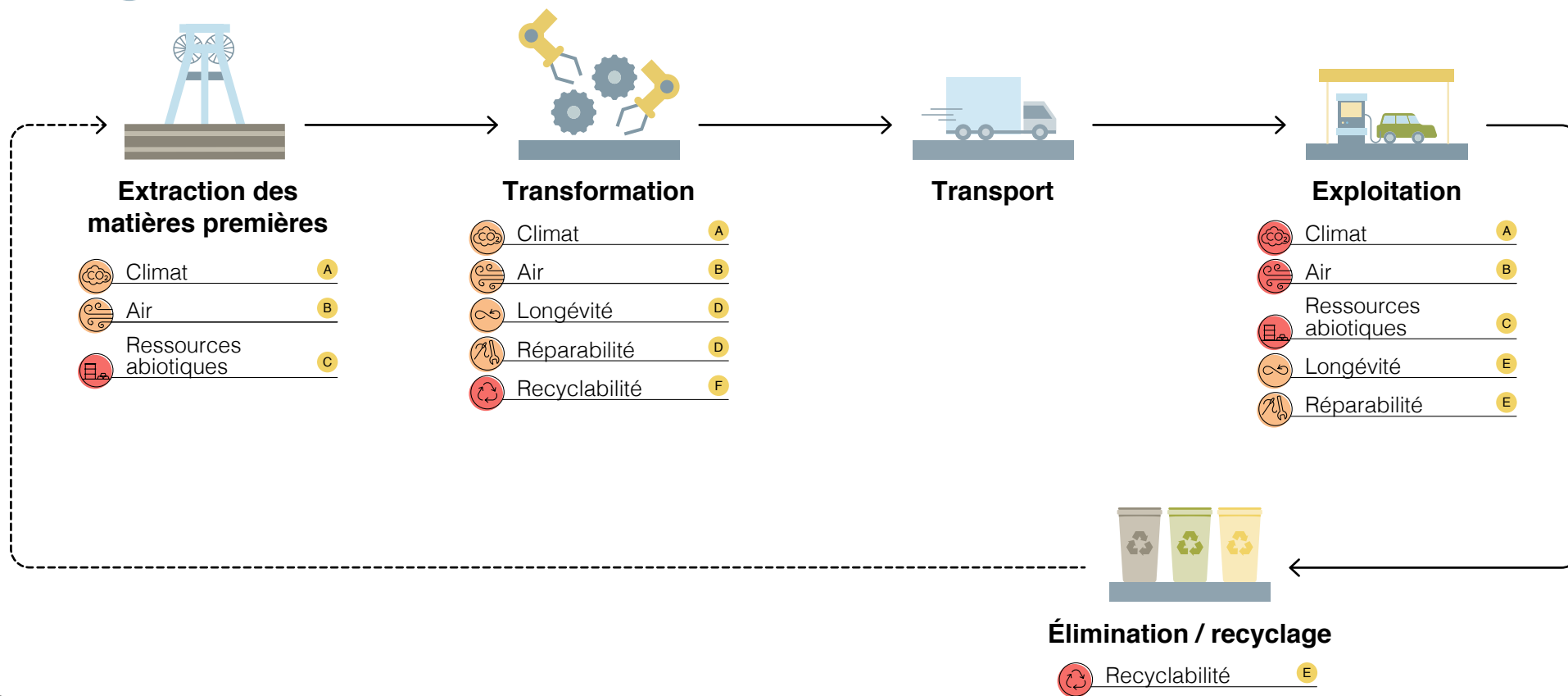
-  **Applicabilité du LCC**
Évaluation de l'importance du coût total de possession (total cost of ownership) ou du coût du cycle de vie (life cycle costing [LCC]) sur la base du rapport entre d'un côté les frais d'exploitation, d'utilisation et d'élimination et de l'autre les frais d'acquisition.
 -  Les frais d'exploitation, d'utilisation et d'élimination sont importants par rapport aux frais d'acquisition.
 -  Il est recommandé de prendre en considération le coût total de possession ou le coût du cycle de vie lors de l'étude de marché et lors de la définition des besoins.

CRITÈRES SOCIAUX

-  **Travail des enfants**
L'OIT fixe à 15 ans l'âge minimum d'admission à l'emploi dans des circonstances normales (convention no 138 concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi). Les moins de 15 ans ne peuvent participer au processus de production qu'à des fins de formation (dès 14 ans) ou pour des travaux légers (dès 13 ans). L'exécution de ces travaux ne doit compromettre d'aucune manière leur santé, leur sécurité ou leur moralité (convention no 182 concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination).
-  **Travail forcé**
L'OIT définit le travail forcé comme tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré (conventions no 29 concernant le travail forcé ou obligatoire et no 105 concernant l'abolition du travail forcé).
-  **Liberté syndicale**
Ce critère désigne le droit des travailleurs de constituer des organisations de leur choix et de s'y affilier (convention no 87 de l'OIT sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical) et le droit de négociation collective (convention no 98 de l'OIT sur l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective).
-  **Égalité des sexes**
Ce critère désigne toute distinction, exclusion ou préférence ayant pour effet de détruire ou d'altérer l'égalité de chances ou de traitement en matière d'emploi ou de profession (convention no 111 de l'OIT concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession) et l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale (convention no 100 de l'OIT sur l'égalité de rémunération).
-  **Sécurité au travail**
Ce critère désigne la maîtrise et la prévention des accidents du travail.



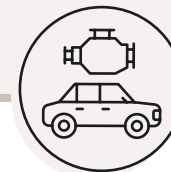
Critères environnementaux et critères relevant du cycle de vie



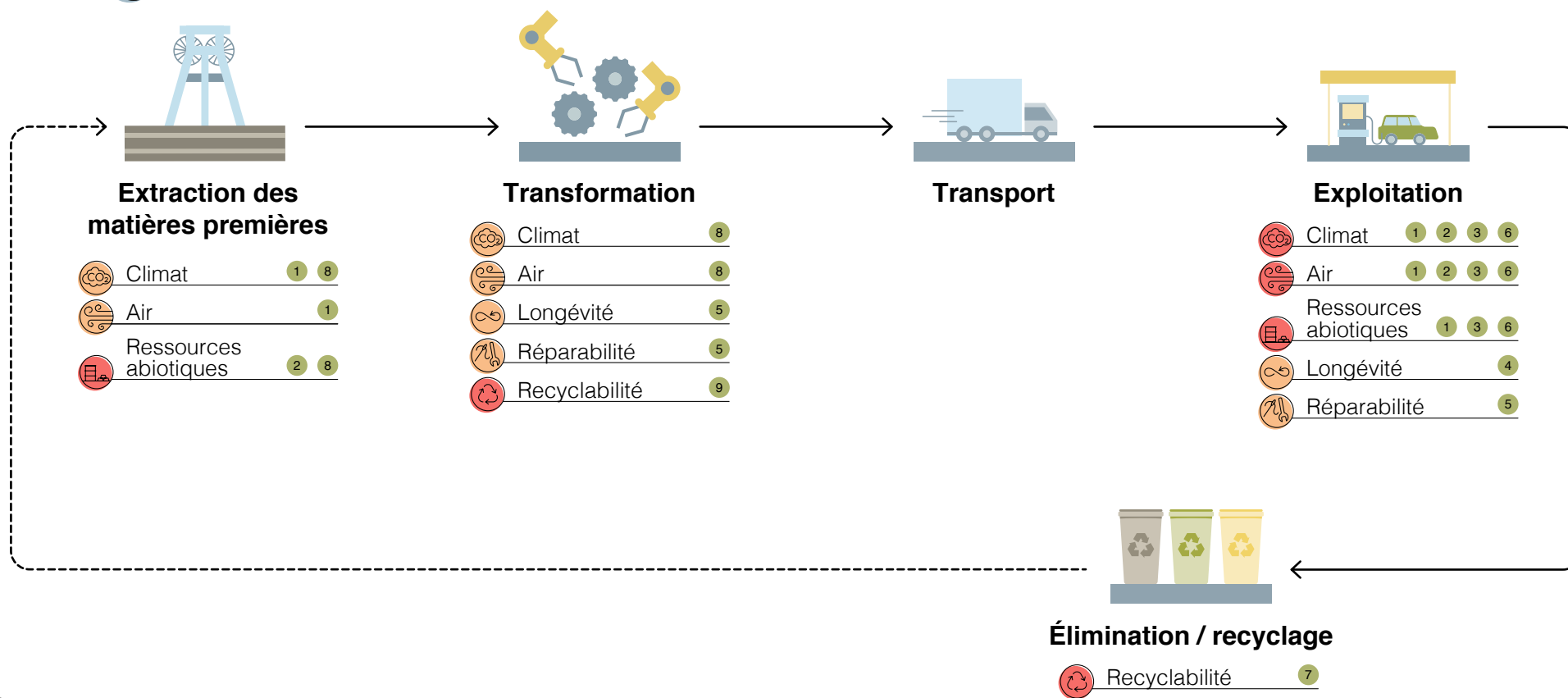
Causes

- A** Émissions de gaz à effet de serre dues à la combustion de carburants et à l'utilisation de courant issu de sources fossiles (le charbon, p. ex.)
- B** Émissions de polluants atmosphériques (particules fines, p. ex.) dues à la combustion de carburants et de combustibles et à l'utilisation de courant issu de sources fossiles (le charbon, p. ex.)
- C** Consommation de ressources pour la fabrication des produits (acier, aluminium, etc.) et la fourniture d'énergie (électricité, carburants, combustibles)

- D** Qualité insuffisante des matériaux utilisés et de la façon, absence d'écoconception
- E** Gestion inefficace des produits en matière de soin, de réparation et d'élimination
- F** Utilisation de substances toxiques, d'alliages et de mélanges de matériaux non recyclables



Critères environnementaux et critères relevant du cycle de vie



Pistes d'action

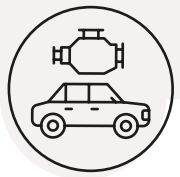
- Acheter des véhicules et des biens présentant une bonne efficacité énergétique
- Opter pour des carburants écologiques ou pour des véhicules répondant aux normes d'émission les plus récentes (norme d'émission EURO 6, p. ex.)
- Utilisation de filtres à gaz d'échappement
- Veiller à un usage soigneux des véhicules et des biens
- Privilégier les véhicules et les biens dont les pièces peuvent être remplacées et les véhicules assortis d'une garantie pour les pièces détachées (10 ans, p. ex.)
- Au volant, adopter les réflexes de l'éco-conduite (vitesse constante, pression optimale des pneus, extinction du moteur au feu rouge, etc.)
- Remettre les véhicules ou les biens à un garage ou à un service d'élimination spécialisé. Au moment de l'achat, régler contractuellement l'élimination des véhicules usagés
- Exiger un bilan CO2 de l'ensemble du cycle de production ou des clauses contractuelles encourageant l'utilisation d'énergies renouvelables
- Exiger l'étiquetage des matériaux utilisés



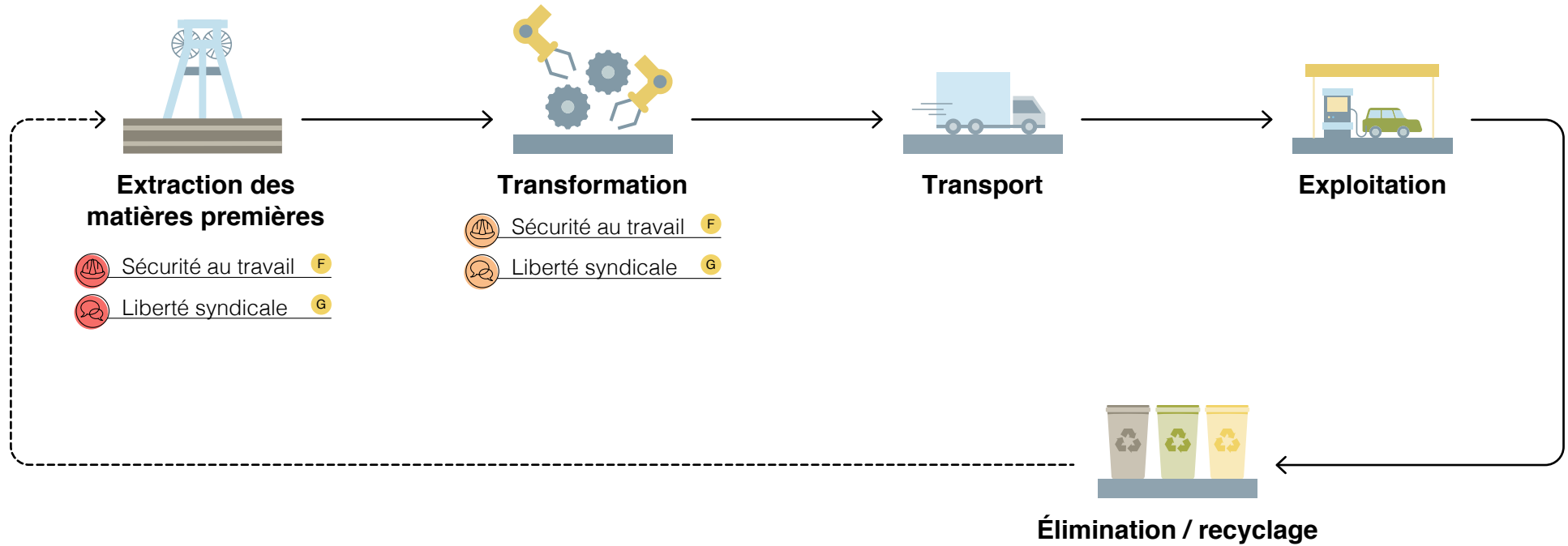
Pertinence élevée



Pertinence moyenne



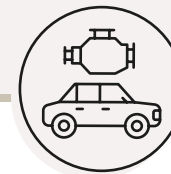
Critères sociaux



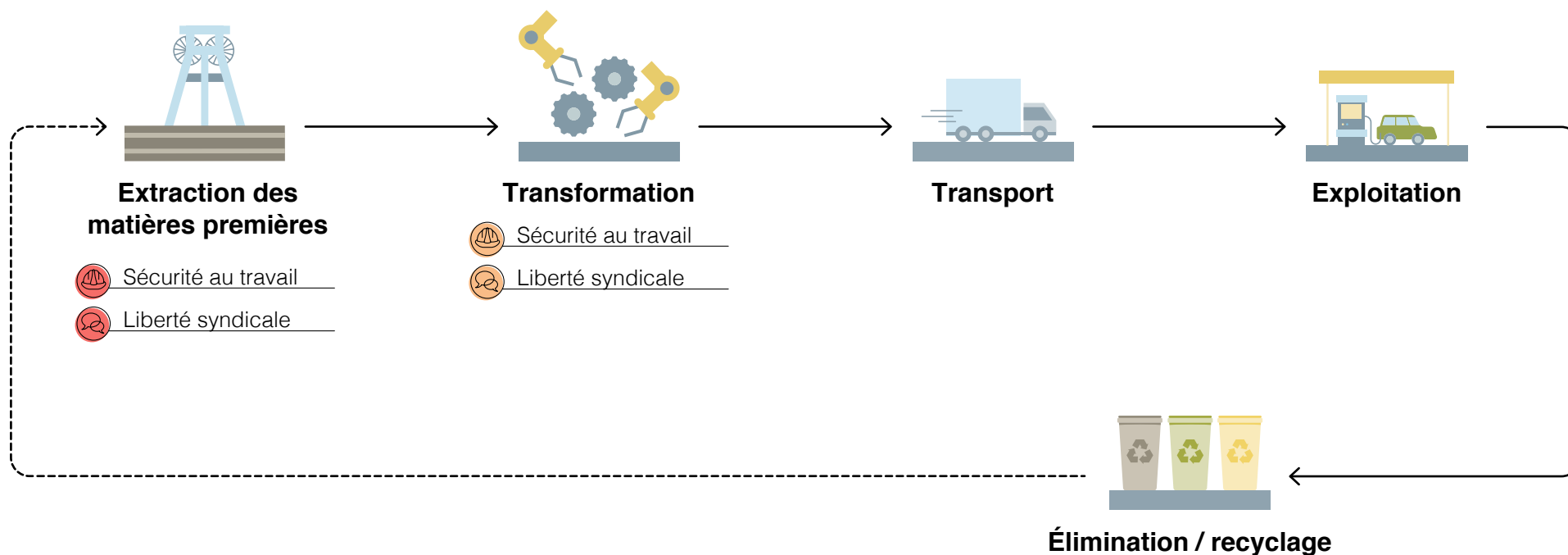
Causes

F Accidents sur le lieu de travail: extraction du pétrole, sylviculture, mines (fer, aluminium, caoutchouc)

G Liberté syndicale insuffisante dans l'extraction des matières premières, la transformation des métaux et la fabrication des pièces électroniques



Critères sociaux



Pistes d'action

- Les prestataires opérant à l'étranger sont légalement tenus de respecter au moins les conventions fondamentales de l'OIT: conventions no 29 concernant le travail forcé ou obligatoire, no 87 concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical, no 98 concernant l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective, no 100 concernant l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale, no 105 concernant l'abolition du travail forcé, no 111 concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession, no 138 concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi, et no 182 concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination.
- Il faut dans tous les cas exiger du prestataire qu'il signe une déclaration dans ce sens (celle-ci comprend les sous-traitants, respectivement les fournisseurs).
- A chaque fois, ou surtout quand il existe un risque (critère en jaune ou en rouge dans la matrice de pertinence), l'adjudicateur peut exiger du prestataire une preuve démontrant que les conventions fondamentales de l'OIT sont respectées par son entreprise ainsi que par ses sous-traitants et ses fournisseurs lorsque la prestation est à exécuter à l'étranger. Cette preuve doit avoir été établie par un acteur indépendant et attester que les conventions fondamentales de l'OIT sont respectées ou que les systèmes nécessaires à leur mise en œuvre sont en train d'être mis en place. Exemples: attestation d'adhésion à une initiative de normalisation accompagnée d'un rapport d'audit des sites de production concernés, certifications de produits, certifications d'usines, rapport d'audit de toutes les usines concernées prouvant le respect des critères, ou autre preuve équivalente.



Pertinence élevée



Pertinence moyenne